tion reconnus par la cellule hôte, peut être introduit et exprimé dans une plante quelconque. Le sélectionneur, dans sa recherche de gènes, n'est donc plus limité à l'espèce à améliorer ni même au règne végétal. Tous les gènes de tous les organismes sont dorénavant potentiellement utilisables et il est de plus concevable, grâce aux outils de la biologie moléculaire, de construire des gènes entièrement nouveaux adaptés à une fonction précise.
Les résultats déjà acquis montrent que cette stratégie peut être efficace en condition réelle de culture au champ pour des tolérances à certains herbicides, des résistances à des insectes et des résistances à des pathogènes principalement des virus. Mais d'importants travaux sont en cours dans les laboratoires pour élargir la gamme de gènes de résistance, en particulier, des résultats encourageants ont été décrits sur l'obtention de gène de tolérence à des pathogènes bactériens et fongiques.

La lutte biologique

Le principe de cette stratégie consiste à identifier, dans les aires d'origine du déprédateur, des parasites de prédateurs, de pathogènes ou d'adventices qui seront ensuite introduits dans les zones cibles. Parmi les très nombreuses tentatives de mise en oeuvre d'une telle stratégie, des résultats spectaculaires ont été obtenus par l'utilisation d'insectes, de virus ou de champignons pour combattre des insectes et des mauvaises herbes. Toutefois le nombre de ces réussites reste limité, sur les 600 principaux projets mis en place depuis un siècle, à peine 16 % ont eu une sensible répercussion économique, et la vente d'agents biologiques n'excède pas aujourd'hui 1 % des ventes totales de produits phytosanitaires.
Le recours à la lutte biologique répond à un souci très largement exprimé aujourd'hui de limiter l'usage des produits chimiques au profit du "biologique".

A. Dousseau (Protection des Végétaux, ministère de l'Agriculture) :
"De nouvelles procédures sont en préparation. Elles modifieront la mise sur le marché des produits phytosanitaires. Une des principales conséquences en sera une limitation des gammes de produits à disposition des agriculteurs"

Cependant il existe de nombreux facteurs qui en limitent sa généralisation : s'il existe des cas ou la lutte biologique est agronomiquement crédible, elle est souvent, économiquement d'un coût trop élevé, au moins dans nos pays développés, car dans les pays en voie de développement les contraintes économiques sont de nature différente ; un produit biopesticide restera lié à une cible spécifique donc à un marché fragmenté peu attractif pour les grands groupes de l'agrochimie ; une insuffisance de caractérisation de l'auxiliaire parasite et de son comportement dans l'agrosystème cible peut aboutir à des conséquences inverses de celles espérées , une réglementation mieux adaptée et une protection plus forte sur les produits biopesticides sont encore à mettre en oeuvre.
Il est en effet vraisemblable que l'efficacité des méthodes qui viennent d'être évoquées, parce qu'elles sont de nature biologique, supposera l'acceptation d'un seuil de pression de pathogènes, de prédateur et d'adventices sur le champ en deçà duquel les dégats n'auront pas d'effet sur les valeurs du rendement. L'acceptation de cette notion de seuil doit, de plus, nous conduire à cesser d'opposer le biologique au chimique et à évoluer vers un concept de lutte intégrée dans lequel l'un et l'autre ne seront plus que des composantes d'un système global de protection des plantes

Miren Helou

"Le Japon c'est possible"

A l'occasion de la visite d'une délégation des grandes entreprises d'ingénierie japonaises lors du salon Interchimie 93, se sont tenus une conférence de presse et un forum sur le thème *Le Japon c'est possible**. Ces deux rencontres ont permis de cerner les attentes de ces industriels vis-à-vis de l'industrie française.

L'économie japonaise décrite par M. Erbs (attaché commercial au Poste d'Expansion Économique Français (PEE) de Tokyo) se caractérise par un Produit National Brut supérieur à 3000 milliards de dollars. Le marché japonais est *"sain et solvable"*. Il mérite que l'on s'y intéresse, essentiellement, à deux titres : *"essayer de vendre"* et *"voir ce que font nos concurrents japonais"*. C'est donc *"un marché primordial"* parce que, d'une part, *"base d'examen de notre concurrence"* et d'autre part, "un marché d'excellence" très exigeant. Vendre au Japon accorde aux entreprises une sorte de *"label"* grâce auquel il leur est possible de pénétrer plus aisément les autres marchés d'Asie.
Enfin, pour travailler avec le Japon il faut pouvoir investir à long terme ; apporter

"Nous sommes toujours à l'affût de contacts avec les entreprises françaises. Attention ! Nous sommes incapables de comprendre un fax en français. S.V.P. Utilisez l'anglais..."

* *Ce forum était organisé par le GIFIC (Groupement Interprofessionnel des Fournisseurs de l'Industrie Chimique, 39/41, rue Louis Blanc, 92400 Courbevoie, Cedex 72, 92038 Paris La Défense. Tél. : (1) 47.17.63.64 (télécopie : (1) 47.17.63.65) en collaboration avec l'Association Interchimie.*

Kobe Steel Corporation : "Nous avons un bureau à Londres, 60 % de nos achats à l'étranger viennent d'Europe".

une nouvelle technologie ; avoir une bonne compétitivité-prix, liée à une bonne qualité de service après vente, la maintenance étant "de la plus haute importance" pour lesJaponais.

Bon marché et de qualité

A tel point qu'en matière d'innovation, la première demande de cette délégation concerne tout ce qui va dans le sens d'une *"maintenance réduite"* voire vers la *"zéro-maintenance"*. D'une manière générale, ils se sont définis *"à l'affût de tout procédé innovant"* car, si le gouvernement japonais accorde des aides à la recherche fondamentale, il n'en est pas de même pour la recherche appliquée. Celle-ci serait laissée entièrement à la charge des entreprises. D'où cet intérêt pour l'innovation et *"le commerce de savoir-faire"*.

Mitsui Engineering : "Le commerche tripartite représente 28 % du chiffre d'affaires de notre groupe. Nous achetons, par exemple, en France pour vendre à l'Algérie. En dehors des armes et de la drogue, nous faisons de tout !"

En matière de qualité, les entreprises japonaises se sentent très conscientes et très soucieuses des aspects qualité. Elles conseillent les entreprises françaises de développer la certification ISO 9000 (*"dans la plupart des cas, ça devrait passer"*) mais au Japon ce sont les normes américaines ASME (American Society of Mechanical Engineers) qui sont exigées.

Nissho Iwai Chemimac Corporation : "Nous importons du matériel français depuis 20 ans. La Société IPS qui nous représente en Europe achète beaucoup dans les pays européens et revend à notre maison-mère, 20 ans que nous collaborons à la réduction des frictions entre l'Europe et le Japon!"

En quoi les produits français intéressent-ils les japonais ?

Tout d'abord parce que, dans le domaine du commerce tripartite, très pratiqué par ces sociétés (Ainsi, JGC corporation indique qu'au niveau de ses achats européens presque tous sont destinés à des projets à l'étranger, très peu pour le marché national) certains pays acheteurs exigent l'application des normes françaises. Le second critère examiné concerne le coût du transport et le troisième le taux de change. Tout ceci revient toujours à la même exigence : *"il est indispensable que les produits soient bon marché et de bonne qualité"*.

"Est-ce que la norme ISO dans les 9000 est toutefois reconnue au Japon ?" "Ce serait uniquement le matériel électrique qui pourrait poser problème... Mais avec le certification ISO 9001, ça devrait aller, sauf peut-être au niveau des moteurs... La législation japonaise accepte la certification d'organismes tels que l'ASME".

Cette délégation d'industriels japonais s'est déclarée satisfaite de cette mission en France, qu'ils considèrent comme *"une bonne ouverture"*. Des contacts ont été pris, pour la suite, ils enverront leurs experts. Un regret toutefois, celui de n'avoir pas pu aborder *'le problème du respect des délais de livraison"*. Car, fidèles à leur image, leur souhait le plus profond est de *"satisfaire le client"*.

Miren Helou

Liste des sociétés japonaises constituant la délégation

TOYO ENGINEERING K. K.
2-8-1, Akanehama, Narashino-shi, Chiba 275.Tél. : 0474.54.1528, Télécopie : 0474.54.1830
CHIYODA CORPORATION
2-12-1, Tsurumichuo, Tsurumi-ku, Yokohama 230. Tél. : 045.506.7140, Télécopie : 045.501.8781
MITSUI & CO., LTD.
1-2-1, Ootemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100. Tél. : 03.3285.3772, Télécopie : 03.3285.9135
JGC CORPORATION
1-14-1, Bssho, Minami-ku, Yokohama-shi, Kanagawa 232. Tél. : 045.712.1111, Télécopie : 045.721.7705
MITSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD
5-6-4, Tsukiji, Chuo-ku, Tokyo 104 Tél. : 03.3544.3611, Télécopie : 03.3544.3538
MITSUBISHI HEAVY INDUSTRY CO., LTD
15-1, Tomihisa-cho, Shinjuku-ku, Tokyo 162. Tél. : 03.3225.6770, Télécopie : 03.3225.6947
UBE INDUSTRIES, LTD.
Ube Bld., 2-3-11, Higashi-Shinagawa, Shinagawa-ku, Tokyo 140. Tél. : 03.5460.3346, Télécopie : 03.5460.3423
NISSHO IWAI CHEMIMAC CORPORATION
2-1-13, Roppongi, Minato-ku, Tokyo 106. Tél. : 03.3588.2644, Télécopie : 03.3582.9333
KOBE STEEL CORPORATION
4-2-8, Iwaya-Nakamachi, Nada-ku, Kobe-shi, Hyogo 657. Tél. : 078.261.7468, Télécopie : 078.261.7126

A la conférence de presse

P. Leprince (IFP, Société Française de Chimie) : **En matière de recyclage des déchets, quelle est la politique du Japon ? Quelles sont les voies et les méthodes de traitement adoptées ?**

Nous ne sommes pas des spécialistes du traitement des déchets. Nous sommes tous des producteurs. Mais, en tant qu'industriels, nous sommes tout à fait conscients des problèmes de recyclage. Une chose est sûre : le Japon est en retard dans ce secteur. A titre d'exemples : au niveau industriel, nous évitons de mélanger certaines matières plastiques de manière à ce que les produits soient plus facilement recyclables ; le recyclage du papier est assez bien avancé, le volume des emballages est réduit, et certains sont récupérés ; les pneus sont relativement bien récupérés et les métaux qui y sont contenus sont séparés... Encore une fois, l'Europe est en avance dans cette approche. Nous, nous commençons à peine à intégrer ce genre d'éléments. Mais là où, nous avons le plus de progrès à faire c'est en matière de recyclage de déchets domestiques. Nous aurons beaucoup à y travailler et l'expérience suisse dans ce domaine nous intéresse particulièrement.

P. Leprince : **Le développement de nouveaux process a été peu important au cours de ces dernières annés. Deux secteurs où les industriels japonais ont beaucoup investi : la consommation d'énergie et le contrôle de la pollution. Dans ces secteurs, la France à de l'avance en matière d'innovations. Comment le Japon entend-il travailler : développer ses propres process ou s'associer à des sociétés étrangères ?**

La société Mitsui and Co. finance plusieurs projets dans lesquels les financements sont partagés entre plusieurs pays. Le problème c'est que, au cours de ces 5 dernières années, nous avions des possibilités de financement mais nous n'avons pas trouvé les coopérations nécessaires au développement de ces projets pour des raisons essentiellement de qualité, délai de livraison et prix. Par contre, au cours de cette présente mission, nous avons pu constater d'énormes améliorations. Nous pensons qu'il peut y avoir de petites entreprises très spécialisées, à très haut niveau de compétitivité avec lesquelles il nous intéresserait de travailler. Problème. Comment entrer en contact avec elles ?

EN BREF

EMC SERVICES : UN INCINÉRATEUR DE DÉCHETS INDUSTRIELS EN HONGRIE

La Hongrie vient de choisir EMC Services pour construire et exploiter à Gare, près de Pecs, un incinérateur de déchets industriels ayant une capacité d'environ 20.000 tonnes/an.
L'usine de traitement sera construite et exploitée par une société de droit hongrois dans laquelle EMC Services, actionnaire majoritaire, sera associé à des partenaires hongrois et notamment à Budapest Chemical Works.
L'usine de Gare, qui pourra traiter des déchets fortement chlorés, comprendra :
- un système de lavage des fumées analogue à celui mis en service en 1991 à l'usine de Salaise d'EMC Services qui respecte les normes européennes en cours de mise au point finale.
- un système de récupération de chaleur avec une production d'électricité qui satisfait les besoins propres de l'usine.
- une unité de récupération du chlore contenu dans les fumées sous forme d'acide chlorhydrique concentré qui sera commercialisé par Budapest Chemical Works.
- une décharge pour les résidus de l'incinération.

D'autre part, en Italie, EMC Services vient de prendre une participation de 34 % dans le capital de CWS (Clean World System) à côté de Servizi Industriali, du groupe Acqua, et de BFI Italia. Ceci prolonge la collaboration déjà établie entre Emit, du groupe Acqua et EMC Services, pour répondre ensemble aux appels d'offres lancés en Italie dans le cadre de la loi 475 pour construire et exploiter des unités d'incinération de déchets industriels.
Enfin, les groupes SOAF et EMC Services viennent de signer un accord qui prévoit qu'EMC Sercices va prendre une participation de 42 % dans la société Credia, du groupe SOAF.
EMC Services, BP 205, 95523, Cergy Pontoise Cedex. Tél. : (1) 30.31.92.67 (télécopie : (1) 30.73.56.31).

HETTINGA EQUIPMENT (IOWA, ÉTATS-UNIS) OUVRE UNE FILIALE EUROPÉENNE AUX PAYS-BAS

Le nouveau complexe industriel européen du producteur américain est situé à Balk,

au nord du Pays-Bas, à environ une centaine de kilomètres d'Amsterdam.
Les machines Hettinga pour l'industrie des plastiques se distinguent par un certain nombre de caractéristiques spécifiques.
Ainsi, une machine est équipée de plusieurs postes de travail avec des matrices pouvant produire en même temps six produits différents ou identiques. L'injection maximale de plastiques peut varier entre 150 g et 30 à 35 kg et les machines travaillent avec un système de basse pression. Ce système permet de produire des mélanges avec d'autres matériaux comme le textile.
Les machines Hettinga sont destinées à l'industrie automobile et à la fabrication des meubles de jardin. Les matières premières utilisées sont, entre autres, le polypropylène, le polyéthylène et le polycarbonate.
La plus grande partie des matières premières peuvent être recyclées.
Hettinga Europe b.v., M.J. Wallenburg, directeur. Tél. : +31-33-652906 (télécopie : +31-33-652907).

SNF FLOERGER : UN CONTRAT DE 360 MF POUR LA RÉCUPÉRATION ASSISTÉE DU PÉTROLE EN CHINE

Le contrat concerne la construction d'une unité de production de polyacrylamides à Daqing. Cette usine produira chaque année 57.000 tonnes de polyacrylamides utilisés pour la récupération assistée du pétrole à Daquing, premier champ pétrolier chinois. Le site, exploité depuis 1960, représente 50 % de la production chinoise de pétrole.
L'utilisation des polymères permet de donner à l'eau servant à la production la même viscosité que le pétrole en place. Il s'agit d'obtenir ainsi une viscosité homogène en tenant compte des différents facteurs physico-chimiques (température, salinité, types de composés solubles, interactions avec le pétrole et les roches du réservoir, présence d'oxygène ou de bactéries...)
SNF, 41 rue Jean-Huss, 42028 Saint-Etienne Cedex 1. Tél. : 77.34.96.00 (télécopie : 77.34.96.36).

FEU VERT POUR LES "JOINT VENTURE" ÉHYLÈNE ET POLYÉTHYLÈNE EN MALAISIE

BP Chemicals et ses associés dans ces "joint venture" ont donné leur feu vert pour la construction d'un complexe de production d'éthylène et de polyéthylène en Malaisie.
Cette décision est intervenue entre les représentants de BP Chemicals, Petronal (la société pétrolière nationale malaisienne) et Idemitsu Petrochemicals Company of Japan.
Le vapocraqueur et l'unité de polyéthylène seront construits sur un même site de 100 ha à Kertih, sur la côte Nord Est de la péninsule malaisienne et démarreront en 1995.
Les travaux d'ingénerie ont commencé au début de cette année. La société Toyo est chargée de la construction du vapocraqueur de 320 000 tonnes/an et Technip de celle de l'unité de poléthylène de 200 000 tonnes/an.
Le vapocraqueur sera exploité par la Société "Ethylène Malaysia SDN BHD" dans laquelle Petronal détiendra 60 % d'intérêt, Idemitsu 25 % et BP Chemicals 15 %. Il utilisera de l'éthane en provenance de l'unité voisine de traitement de gaz appartenant à la société Petronas...
200 000 tonnes par an environ d'éthylène alimenteront le nouvel atelier de polyéthylène et le reste de la production du vaprocraqueur sera destiné à d'autres produits dérivés, ou exporté.
L'unité de polyéthylène produira 200 000 tonnes de polyéthylène haute densité et de polyéthylène basse densité linéaire, utilisant une technologie propre : le procédé phase gaz de BP. Elle sera exploitée par la société Polyethylene Malaysia Sdn dans laquelle BP Chemicals a une participation de 45 %, Petronas 40 % et Idemitsu 15 %. 70 % de cette production seront vendus sur le marché local malaisien et 30 % seront exportés.
BP Chemicals, Tour Neptune Cedex n°2020, 92086 Paris La Défense. Tél. : (1) 49.02.32.00. (télécopie : (1) 49.02.32.79).

UNE NOUVELLE USINE DE FABRICATION DE POLYAMIDE ZYTEL À SINGAPOUR

Du Pont de Nemours a annoncé la construction de cette usine qui représente un investissement d'environ 100 millions de dollars.
Cette nouvelle usine s'impose pour répondre à la croissance rapide des besoins en Zytel dans la région du Sud-Est asiatique. Grâce à l'usine de Singapour, Du Pont sera en mesure de fabriquer, composer et commercialiser ses résines polyamide 6.6 et de fournir un service d'assistance technique à la clientèle dans les trois principales régions du globe, à savoir l'Amérique, l'Europe et le Sud-Est asiatique. C'est le sixième investissement réalisé par Du Pont dans la région pour la fabrication de polymères techniques, comprenant les résines polyamide Zytel, les résines acétal Delrin , les résines polyester Rynite et les résines élastomères thermoplastiques Hytrel.
Parallèlement, cette usine de production à l'échelle internationale sera une source d'approvisionnement supplémentaire pour toutes les autres régions du globe.

DES CATALYSEURS AUTOMOBILES DEGUSSA PROVENANT DU MEXIQUE À PARTIR DE 1994

La Degussa Corporation de Ridgefield Park (NJ, USA), construit une installation de production de catalyseurs automobiles à Puebla (Mexique). La filiale américaine de Degussa AG (Francfort/ Main) s'adapte ainsi aux normes du marché mexicain ainsi que le marché nord-américain. Le début de la production, d'une capacité annuelle initiale estimée à 1 million d'unités, est prévu pour le printemps 1994.

RHONE-POULENC ET ANEKA KIMIA RAYA CRÉENT UNE SOCIÉTÉ EN INDONÉSIE POUR LES LATEX PAPIER

Le secteur Spécialités chimiques de Rhône-Poulenc, et la société indonésienne Aneka Kimia Raya viennent de signer un accord pour la constitution d'une société commun, PT Rhône-Poulenc Indolatex.
Cette sociégé indonésienne produira et commercialisera des latex styrène-butadiène et styrène-acrylique pour le couchage du papier. Une nouvelle unité de production, représentant un investissement d'environ 20 millions de dollars US, sera construite à Merak (West Java). Sa capacité de production sera de 30 000 tonnes/an et l'unité sera opérationnelle dès le seconde semestre 1994.
Ces émulsions sont principalement destinées aux marchés locaux du couchage papier ainsi que de l'enduction des tapis.
Le marché indonésien du couchage du papier est estimé à plus de 18 000 tonnes/an et sa croissance annuelle est de 10 %.
Rhône-Poulenc, direction de la Communication, Secteur Spécialités Chimiques, La Défense 3, Les Miroirs, Cedex 29, 92097 Paris La Défense. Tél. : 4(1) 7.68.01.69 (télécopie : (1) 47.68.14.55).

NOUVELLE UNITÉ DE CRISTALLISATION DE NAPHTALÈNE

Sulzer-Chemtech a construit pour Cindu Chemicals BV (Pays-Bas) une unité de cristallisation de naphtalène qui est maintenant en opération industrielle apès une brève période de mise en service.
La particularité essentielle de cette installation est un cristallisoir à film tombant où la naphtalène prédistillé est concentré en naphtalène pure par des cristallisations successives.
Avec un système de pilotage entièrement automatique, on peut obtenir des qualités prédéterminées selon les besoins du client.
La capacité de l'installation est fonction de la qualité demandée. On peut atteindre des puretés de cristal de 95,8 à 99,5 % correspondant aux points de fusion entre 78,1 et 80,1 °C

L'usine peut produire 12 000 t/an à partir d'une charge de concentration moyenne.
Sulzer-Chemtech, M. B.J. Jans, Industriestrasse 8, 9470 Buchs, Suisse. Tél. : +41 (81) 756.03.11 (télécopie : +41 (81) 756.40.12).

NORD-PAS DE CALAIS : CRÉATION D'UNE ASSOCIATION CONSEIL TECHNOLOGIQUE

L'Association Conseil Technologique Plasturgie Nord/Pas-de-Calais vient d'être constituée. Dominique Bourgois de Reydel en est le président, Michel Dengreville, ingénieur Plasturgie en est le directeur opérationnel permanent.
Finalité : accompagner, aujourd'hui, les 200 entreprises régionales de la plasturgie dans leur évolution technologique.
Actions : le champ d'intervention de ce Conseil Technologique recouvre :
- l'accompagnement des entreprises pour la résolution de leurs problèmes techniques,
- la connaissance des compétences technologiques régionales,
- l'aide au développement par l'apport de l'innovation technologique tel que les nouveaux matériaux, les nouveau process,...
- la transmission d'informations spécialisées,
- des propositions de partenariat entre les entreprises et les laboratoires de recherche, les experts, les écoles, les institutionnels, voire d'autres industriels.

Première mission : recenser au cours de ce trimestre, les diverses compétences techniques régionales dont les entreprises plasturgistes peuvent bénéficier.
Fondateur : le Conseil régional, l'Union Patronale Régionale, la Chambre Régionale du Commerce et de l'Industrie, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Elf Atochem et le Groupement des Industries de la Plasturgie Régionale, tous membres fondateurs, siègent et décident au sein du Conseil d'administration.
Michel Dengreville, Conseil Technologique Plasturgie Nord/Pas-de-Calais. Tél. : 27.93.22.56 (télécopie : 27.93.22.78).

ALM INTERNATIONAL REPREND BAYER AFRIQUE DE L'OUEST

ALM International a acquis toutes les actions de BAO (Bayer Afrique de l'Ouest, la filiale ivoirienne de Bayer AG), dont la raison sociale, devient ALM-AO.
ALM International est une société française qui réalise 100 % de son CA (130 MF) en Afrique subsaharienne, où elle distribue des produits chimiques, vétérinaires et phytosanitaires.
Aux termes de l'accord signé avec Bayer AG à Leverkusen, ALM reprend les activités Produits Chimiques Industriels, produits de protection des plantes et produits grand public, (dont Baygon) de BAO, soit 40 MF de chiffres d'affaires par an, à l'exclusion des activités pharmaceutiques et de la photo (AGFA).

ALM International S.A., 3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 Paris.Tél. : (1) 46.34.68.69 (télécopie : (1) 46.34.62.12).

BASF CONSTRUIT UNE UNITÉ D'ACIDE ACRYLIQUE À ANVERS

BASF va construire sur son site d'Anvers une unité d'acide acrylique et produits dérivés d'une capacité de 160 000 tonnes/an. Représentant un investissement de 350 millions de deutschemarks, la nouvelle unité sera progressivement mise en service à partir de juillet prochain. L'unité d'Anvers permettra de répondre à long terme à la demande croissante de monomères acryliques. Sa mise en service pourrait entraîner la fermeture de l'une des trois unités de Ludwigshafen travaillant selon un procédé plus ancien.
Ce nouvel investissement va renforcer les synergies au sein du site d'Anvers. Ainsi l'acide acrylique sera produit à partir de propylène, qui sera lui même fabriqué à partir de la fin 1993 par le vapocraqueur d'Anvers.
Par contre, BASF réduit ses capacités de styrène.
Row Wessling, joint venture entre Deutsche Schell AG et BASF, va réduire de 120 000 tonnes les capacités actuelles de ses unités de production de styrène soit 340 000 tonnes/an
Le styrène produit par Row est essentiellement utilisé par BASF sur son site de Ludwigshafen pour la fabrication de polymères. Une infime partie sera également transformée à l'avenir en styrène très pur pour les industries du papier et du tapis.
Les capacités de production de styrène de BASF en Europe, sur ses sites de Ludwigshafen, Wesseling et Anvers, s'élèveront désormais à 970 000 tonnes/an.
BASF, 49 avenue Georges Pompidou, F-92593 Levallois-Perret Cedex. Tél. : (1) 49.64.50.00 (télécopie : (1) 49.64.51.12).

AIR PRODUCTS : OUVERTURE D'UN CENTRE DE DISTRIBUTION D'HÉLIUM

Air Products, leader mondial en hélium, construit un nouveau centre de distribution d'hélium à Rognac près de Marseille. Ce dépôt fera partie de son réseau européen de distribution composé de sept centres. Il assurera la distribution en vrac de l'hélium pour l'Europe ; il approvisionnera en outre le Sud de la France. Ce centre ouvrira ses portes en octobre 1993. L'hélium proviendra de l'usine de liquéfaction d'hélium située à Arzew près d'Oran (Algérie).
Air Products S.A., Mr Daniel Galle, Chée de Wavre 1789, 1160 Bruxelles, Belgique. Tél. : +32 (2) 674.94.11 (télécopie : +32 (2) 674.94.99
Air Products, Mr J. Tillit, Tou Pleyel, Centre Paris Pleyel, 93521 Saint Denis Cedex 01. Tél. : (1)48.09.75.00 (télécopie : (1) 48.09.75.40).

ACCORD DE DISTRIBUTION SEMATECH FRANCE - PEN KEM INC.

La société Sematech France a signé un accord de distribution exclusive pour la France avec la société Pen Kem (New York)
Cette société est spécialisée depuis plus de 20 ans dans la caractérisation des systèmes colloïdaux par la mesure du potentiel zêta.
Le modèle Lazer Zee Meter 501 a été vendu à plusieurs centaines d'exemplaires et est proposé avec une garantie de fabrication de 5 ans. Pen Kem est également reconnue pour ses travaux en acoustophorèse et proposera dans le courant de l'année 1993 un système unique de granulométrie couplé à la détermination de la charge des particules en milieu concentré par acoustophorèse.

ELF AQUITAINE

Signature de contrats pétroliers avec la Nigerian National Petroleum Corp.
Ces contrats portent d'une part, sur deux blocs en offshore profond (entre 200 m et 1000 m de profondeur d'eau), situés au sud du permis OML 100* opéré par Elf Petroleum Nigeria et d'autre part, sur trois blocs à terre situés dans le bassin de la Benue.
Selon ces contrats, il est prévu que Elf Petroleum Nigeria assure les investissements d'exploration et de développement. Elle disposera en retour d'une part du pétrole brut produit.

* Sur le permis OML 100, une production pétrolière a déjà démarré sur les champs d'Afia et d'Odudu, en mars de cette année. Ces champs sont les premiers à avoir été mis en production sur ce permis, deux autres devant l'être d'ici janvier 1994.

ELF ATOCHEM NORTH AMERICA : EXTENSION DE CAPACITÉ DE CHARBONS ACTIFS

Elf Atochem North America a décidé une augmentation de capacité de son unité de production de charbons actifs granulé Cecarbon à Pryor (Oklahoma, États-Unis).
Cette extension opérationnelle mi-1993 permettra un accroissement de 10% de la capacité de l'usine.
Cet investissement de 4 millions de $ est la quatrième partie d'un programme d'investissement démarré en 1989 et dont le coût cumulé atteint 25 M$. En parallèle, Elf Atochem a mis en service récemment une unité de régénération de charbons actifs.
Elf Atochem, 4 Cours Michelet, La Défense 10, Cedex 42, 92091 Paris La Défense. Tél. : (1) 49.00.70.29 (télécopie : (1) 49.00.80.50).

ACCORD DE LICENCES ENTRE ELF ATOCHEM ET EKA NOBEL

Elf Atochem et Eka Nobel viennent de conclure un accord de licences croisées de brevets portant sur l'utilisation de polychlorure d'aluminium (PAC) dans l'industrie papetière.
Cet accord permet de concrétiser la volonté d'Elf Atochem et d'Eka Nobel d'accélérer le développement du polychlorure d'aluminium dans la fabrication d'un très large éventail de papier, allant des papiers pour emballages et des cartons (à base de papiers recyclés) jusqu'aux papiers haut de gamme pour impression écriture.
Cet accord inclut des brevets récents déposés par les deux sociétés.

ELF ATOCHEM : LES SPÉCIALITÉS ONT BIEN RÉSISTÉ

Dans le contexte de la récession européenne et du début de la reprise aux États-Unis, avec des perturbations financières et monétaires, l'année 1992 a été marquée pour Elf Atochem par deux crises sectorielles, celle de la pétrochimie et celle des engrais (secteurs qui représentent 1/3 des activités de la société). "De nature totalement différente", a fait remarquer Jacques Puéchal président-directeur général d'Elf Atochem, la crise de la pétrochimie (due en particulier aux climats économiques et aux surcapacités des vapocraqueurs) a devant-elle une croissance. Notons cependant que sur le réseau ARG (Allemagne, Belgique, Pays-Bas), trois nouveaux vopocraqueurs (+1 500 kt) seront entrés en service entre 1991 et 1994 soit + 30 %. Une opération de restructuration en Europe devra se faire, Elf Atochem y participe (pas de nouveau vapocraqueur, mais modernisation de ses unités).
Pour les engrais, la situation en Europe est préoccupante (consommation en baisse avec la nouvelle PAC, utilisation rationnelle des engrais, importations des pays de l'Est).
Les résultats globaux 1992 d'Elf Atochem subissent l'impact de la triple crise : agricole, pétrochimique et monétaire, avec une baisse du chiffre d'affaires de 8,6 % (CA 1992 : 45,7 GF) et du résultat de 59 % (résultat opérationnel 1992 : 1,1 GF).
Hors pétrochimie et engrais, les activités chlorochimie et spécialités tirent leur épingle du jeu, avec un résultat en ligne avec une conjonture déprimée. Pour les spécialités qui ont offert "une résistance importante", le chiffre d'affaires serait maintenu sans pertubation monétaire et

malgré la conjoncture. La chlorochimie et les spécialités représentent maintenant 2/3 des activités de la société.
Pour faire face à cette situation, Jacques Puéchal, qui ne voit pas d'amélioration en vue pour l'année 1993, prévoit des mesures d'adaptation :

. Continuer à restructurer la pétrochimie (voir encadré)

. Elargir le champ des spécialités. Déjà, 1992 a été marquée par la constitution de deux grandes entités Atohaas et Atotech :
- l'alliance mondiale avec Rohm and Haas pour la production et la commercialisation de plaques et de résines de moulage acryliques est opérationnelle depuis le 1er octobre 1992, avec la création d'Atohaas (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) et - l'acquisition de la division Plating de Schering et son regroupement avec les activités existantes dans le revêtement métallique, au sein d'une nouvelle entité, Atotech, permettent aujourd'hui à Elf Atochem d'être leader mondial dans ce secteur avec 2 milliards de francs de chiffres d'affaires, avec une implantation géographique intéressante,

. 1992 a été également marquée par le démarrage réussi, au cours du 4e trimestre 1992, des deux plus importantes unités de production des substituts aux CFC (40 000 t/an de 141b et 142b, 9 000 t/an de 134 a) confirmant la position de leadership occupée par Elf Atochem dans ce domaine.

. Renforcer l'assise internationale d'Elf Atochem. Par exemple, en Allemagne orientale, deux projets sont en réalisation, le premier est une usine de canalisation en PVC et PE à Bitterfeld et, le second, une unité de compounds PVC à Eilenberg.

Contribution d'Elf Atochem à la restructuration pétrochimie
Réduction des acteurs sur le marché (fusion Orkem)
- oléfines : ethylène/propylène
- aromatiques : benzène/styrène
Réduction des capacités
- 130 kt en styrène/arrêt des unités : Lacq-SNEA(P), Carling (ex Orkem)
- 100 kt en polystyrène : plans Atochem/Orkem
Recentrage des capacités
- en styrène sur Gonfreville et Carling
- en PS : sur 4 sites européens après arrêt des installations (Ribécourt-Dieuze)
Recentrage des marchés
- matières plastiques à grande diffusion : spécialités plus nombreuses
Vaprocraqueurs
- en France : aucun nouveau vapocraqueur, contrairement à l'Europe
- investissement concentré sur la modernisation et l'efficacité

Autres projets à terme : des unités de colles urée-formol et de peroxyde d'hydrogène.
L'objectif d'Elf Atochem est, non seulement de faire face, mais de préparer l'avenir en ne diminuant pas les dépenses de recherche en France et à l'étranger. Le pourcentage de chercheurs hors de France est passé de 16 % en 1988 à 30 % de l'effectif total, ce qui représente 836 personnes réparties en Amérique du nord, Allemagne, Italie, Japon, Angleterre, Belgique, et Espagne.

SABIC OUVRE UNE NOUVELLE FILIALE MARKETING EN ALLEMAGNE

SABIC (Saudi Basic Industries Corporation) renforce son potentiel marketing en Europe grâce à l'ouverture, le 1er avril 1993, d'une nouvelle filiale à Essen, en Allemagne. Cette nouvelle société, Sabic Marketing Deutschland GmbH, est détenue à 100 % par Sabic Marketing Ltd.
Sabic Marketing Deutschland collaborera étroitement avec Sabic Marketing Europe Ltd., basée à Londres, pour le développement de l'activité pétrochimique du groupe en Allemagne.
L'ouverture de la filiale allemande de SABIC s'est concrétisée quelques semaines après l'annonce d'un bénéfice net de 1,964 milliard de rials (523,7 millions de dollars) pour la société en 1992.

Serge Giacomo ou Anité Kron, Burson-Marsteller. Tél. : 42.99.93.93 (télécopie : 40.74.07.14).

SERETE ANNONCE DEUX IMPLANTATIONS INTERNATIONALES

En Turquie, Serete vient de signer un accord de coopération avec le groupe d'ingénierie HES.
Première société d'ingénierie spécialisée créée en Turquie (1960), HES a progressivement élargi ses compétences : études et réalisations industrielles, bâtiments publics et privés, installations thermiques, eau et assainissement, transport, urbanisme et développement rural.
Serete et HES assureront en commun le développement commercial et la coordination de projets industriels ou tertiaires en Turquie et, au cas par cas, dans d'autres pays de l'Est européen ou du Moyen-Orient.
En Pologne, ayant signé un contrat avec un grand groupe français de distribution, Serete a décidé d'ouvrir un bureau commercial à Varsovie (Pologne).
Ce bureau étudiera les possibilités d'implantation pour les groupes français qui envisagent de s'installer dans le pays.

Serete, 86 rue Regnault, 75640 Paris Cedex 13. Tél. : 45.70.50.00 (télécopie : 45.70.50.12).

REDÉMARRAGE POUR CELLIER

Après ses difficultés financières de la fin de l'année 1992 et sa période d'incertitude des premiers mois de 1993, Cellier repart sous la bannière de Euraix Industries qui devient désormais son actionnaire majoritaire, sous le nom de Cellier Groupe SA.
Dans sa nouvelle forme, Cellier Groupe se recentre sur son métier de base : ingénieur-constructeur d'unités industrielles clef en main pour les process de formulation. Principaux marchés ciblés : le papier couché, la chimie fine, les lubrifiants, le nucléaire, la pharmacie, la peinture, les caoutchoucs et plastiques, l'agro-alimentaire...
Sa vocation étant toujours d'être présent sur les marchés internationaux, Cellier Groupe conserve l'ensemble de la structure export existante : 7 filiales (USA, Canada, Brésil, G., Allemagne, Japon, Italie) et environ 150 agents dans la plupart des pays industrialisés du monde.
Cellier Groupe disposera de deux atouts supplémentaires dans son activité commerciale grâce à des accords commerciaux passés avec :
- Groupe Lamort, également fabricant de matériel pour les papeteries, avec qui une synergie commerciale sera élaborée,
- Krebs filiale SGN avec qui les relations seront développées.
Cellier Groupe S.A., rue du Maroc, 73100 Aix-les-Bains. Tél. : 79.35.05.65 (télécopie : 79.88.37.71).

ACCORD DE LICENCES ENTRE ELF ATOCHEM ET EKA NOBEL

Elf Atochem et Eka Nobel viennent de conclure un accord de licences croisées de brevets portant sur l'utilisation de polychlorure d'aluminium (PAC) dans l'industrie papetière.
Cet accord permet de concrétiser la volonté d'Elf Atochem et d'Eka Nobel d'accélérer le développement du polychlorure d'aluminium dans la fabrication d'un très large éventail de papier, allant des papiers pour emballages et des cartons (à base de papiers recyclés) jusqu'aux papiers haut de gamme pour impression écriture.
Cet accord inclut des brevets récents déposés par les deux sociétés.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE BELGE : STAGNATION EN 1992 ; SOMBRES AUSPICES POUR 1993

La dégradation conjoncturelle, qui s'était déjà manifestée en 1991, s'est confirmée en 1992. Après un premier trimestre encore assez prometteur, le climat économique s'est progressivement obscurci, atteignant provisoirement un niveau plancher au cours du quatrième trimestre. Plusieurs éléments ont contribué à cette décélération de l'activité économique :

- en chimie de base, la baisse des prix s'est poursuivie, de sorte que les prix de certains produits ont été inférieurs à ceux de 1980 ;

- malgré la reprise (hésitante) aux États-Unis, le climat économique s'est rapidement détérioré en Europe et surtout au Japon, ce qui a négativement influencé la demande de produits chimiques intermédiaires et de consommation ;

- la hausse des importations accompagnées d'une baisse de la demande en Europe centrale et orientale et l'entrée en activité de nouvelles unités de prodution ont conduit à des surcapacités dans plusieurs sous-secteurs.

Les chiffres-clés de l'année 1992 font apparaître une stagnation dans plusieurs domaines, voire une dégradation dans d'autres. (*Tableau 1*).

1993 sera une année très difficile

L'année 1993 démarre sous de sombres auspices : durant les premiers mois de l'année, la situation économique du secteur s'est encore aggravée. Si la baisse des prix semble, à première vue, se stabiliser, le climat économique général déprimé pèse de plus en plus sur le volume des ventes.

Tableau I

	1989	1990	1991	1992
Chiffres d'affaires (en Mia BEF)	923,8	938,1	952,0	952,1
Investissements (en Mia BEF)	71,1	107,0	85,6	78,3 (*)
Dépenses R&D (en Mia BEF)	25	28	30,7	31,5
Part des exportations dans le total UEBL (en %)	17,3 %	17,5 %	17,7 %	18,4 %
Solde commercial UEBL	+ 115,8	+ 110,7	+ 110,6	+ 122,0
Emploi	95 281	96 189	98 875	98 509

(*) Chiffre provisoire

EuropaCat-I

Montpellier, 12-17 septembre 1993

Ce 1er Congrès européen est organisé par l'université de Montpellier. 15 thèmes scientifiques ont été retenus par l'EFCATS (European Federation of Catalysis Societies/Fédération Européenne des Sociétés de Catalyse). Les conférences plénières sont les suivantes :

- *Turning points in catalysis*, par Sir J.M. Thomas (Royal Institution of Great Britain, Londres, Royaume-Uni).

- *Prospectives in refining*, par Dr G. Martino (Institut Français du Pétrole, France).

- *New trends in methane conversion and basic petrochemicals*, par le Prof. I. Pasquon (Istituto Politecnico, Milan, Italie)

- *Supermolecular catalysis*, par le Prof. J.-M. Lehn (université de Strasbourg, France).

Renseignements : Dr F. Figueras, président du Comité local d'organisation, Dr B. Coq, secrétaire, Dr P. Graffin, trésorier, ENSCM, 8, rue de l'École Normale, 34053 Montpellier Cedex 1. Tél. : 67.14.43.48 - Fax : 67.14.43.49.